

13 novembre 2014

Surenchère à l'UMP contre l'immigration



L'ex-président, l'ex-Premier ministre et l'ex-ministre de la Défense, le 31 août 2011, à l'Élysée. (Photo Marc Chaumeil)

ANALYSE. Dans le sillage de Nicolas Sarkozy, François Fillon veut restreindre le nombre d'étrangers, et leurs droits.

PAR ALAIN AUFFRAY

Qui dit mieux ? Plus «décomplexée» que jamais, la droite durcit son discours sur l'immigration. Bien décidés à ne pas laisser Nicolas Sarkozy préempter cette question, tous les leaders de l'UMP, François Fillon en tête, lancent des propositions musclées pour le contrôle des flux et la restriction de l'accès à la nationalité française.

Bruno Le Maire et Hervé Mariton, les deux concurrents de l'ancien chef de l'Etat dans la course à la présidence de l'UMP, en ont fait l'un de leurs principaux thèmes de campagne. Même Alain Juppé, en lice pour la présidentielle de 2017, prône un meilleur encadrement du regroupement familial et une répression accrue de l'immigration clandestine. Dure ou modérée, la droite de 2014 semble s'accorder à considérer qu'il s'agit là d'un «*sujet majeur, car il menace notre façon de vivre*», comme disait Nicolas Sarkozy dans son meeting du 21 octobre à Nice.

François Fillon, lui, veut aller plus loin. Ignorant la *«tentative de déstabilisation»* dont il se dit victime, il présente ce vendredi un catalogue très complet de *«propositions réalistes et opérationnelles»*. L'ancien Premier ministre a prévu de s'exprimer dans la soirée devant des sympathisants réunis à Menton, ville frontalière soumise ces derniers mois à une très forte pression de migrants transitant par l'Italie. Après ses idées sur la compétitivité, suivies de celles sur la dépense publique, Fillon poursuit donc, imperturbable, la construction de son *«programme de redressement national»*. Son ambition : devancer tous ses concurrents sur le terrain des propositions, avec l'espoir d'en être, un jour peut-être, récompensé par les électeurs.

«Politique d'Etat». Dans un entretien au *Figaro Magazine*, Fillon défend l'idée que la politique d'immigration soit élevée au rang de *«politique d'Etat»* : chaque année, le Parlement devrait, selon lui, *«fixer le nombre d'immigrés que nous pouvons accueillir et les qualifications professionnelles que l'on veut privilégier»*. Mieux encore : il propose que soit inscrit dans la Constitution *«le principe que notre politique d'immigration dépend de la capacité d'accueil et d'intégration de la France»*. Ce faisant, l'ex-Premier ministre prétend tirer les conséquences de la situation singulière du pays, qui cumule une démographie dynamique, un taux de chômage record et une situation économique et sociale très dégradée. A l'inverse de l'Allemagne qui a besoin d'immigration, la France devrait donc réduire considérablement la sienne.

Fillon veut durcir les *«conditions de toute l'immigration familiale»*, particulièrement par la voie des rapprochements de conjoints. Cette dernière doit, selon lui, être *«conditionnée à une véritable évaluation des perspectives d'intégration de la famille en France»*.

Épouvantail. Au diapason de la plupart des chefs de la droite, Fillon pose comme un principe intangible qu'il faut rendre moins attractives les politiques sociales de notre pays pour que l'immigration cesse d'être *«une charge insupportable»*. Parce qu'on ne peut pas *«débarquer en France et aller tout de suite au guichet»*, il veut que l'immigré ne puisse avoir accès aux prestations d'aides sociales et familiales que deux ans après son *«arrivée régulière sur le territoire»*.

Les étrangers en situation irrégulière, eux, ne devraient plus avoir droit aux soins gratuits au titre de l'Aide médicale d'Etat (AME). *«C'est presque un milliard d'euros de dépenses, la fraude représentant une part non négligeable»*, s'indigne Fillon. Epouvantail préféré des militants UMP, agité dans tous les meetings, l'AME doit être remplacée, selon lui, par une *«dispense temporaire de frais de santé»* limitée aux urgences sanitaires dans un nombre précis d'établissements agréés. De même, l'ex-Premier ministre estime que l'hébergement des demandeurs d'asile doit *«impérativement se faire dans des centres dédiés»*. Il veut *«généraliser la rétention administrative»* et rendre *«systématique»* l'éloignement des déboutés du droit d'asile.

Sans aller jusqu'à menacer de boycotter le traité de Schengen, comme le fait Nicolas Sarkozy, François Fillon prône la négociation d'un *«Schengen +»*, qui confierait le contrôle des frontières à des gardes européens et prévoirait la suspension temporaire des pays défaillants.

A l'inverse d'Alain Juppé, qui considère que l'attachement des immigrés à leur culture d'origine doit être accepté et reconnu, Fillon croit aux vertus de *«l'assimilation»*. Il en fait même, au-delà de l'intégration, une condition de l'acquisition de la nationalité, expliquant au *Figaro Magazine* que *«si l'on veut être français, il faut pleinement adopter les valeurs qui fondent la nation française»*. Conséquence : il faudrait en finir avec la naturalisation *«presque automatique»* par le mariage. De même que l'accès au séjour doit être

subordonné à une réelle capacité d'intégration, l'accès à la nationalité française doit être subordonné à l'assimilation de l'impétrant.

Tout à son ambition d'incarner la figure du rassembleur, Sarkozy se garde bien de rentrer dans les détails. Mais il a pris soin de marquer son territoire lors de son meeting parisien du 7 novembre, en s'appropriant à son tour le concept d'assimilation, longtemps étranger à son vocabulaire mais doux aux oreilles des militants UMP. Et FN.